

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DEPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro, 15 centimes.

DEPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Laffitte et C^e.

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DUCROISSANT, 1

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 25	Ex-c.
3 0/0 amortiss. ..	83 60	» 10 »
4 1/2 0/0 1883 ..	109 90	» 15 »
Cons. anglais ..	100 3/16	» 1/16
Italie	96 05	» 25 »
Flor. autric. (or) ..	90 3/4	» 1/4 »
Esp. Extér. nouv. ..	56 5/8	» 1/8 »
Egyptien 6 0/0 ..	333 75	» 1 25
Ch. Egyptiens ..	457 50	» 1 25
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	16 65	» 05
Banque ottomane ..	545	» 1 25

DERNIER AVIS

Nous remercions Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, et les lecteurs de la Patrie qui nous ont envoyé aussitôt des demandes et des listes d'abonnements d'élections.

Tous ces abonnements sont exactement servis, et nous ne doutons pas de leur favorable influence sur le résultat que nous attendons prochainement.

Cependant, pour assurer davantage ce succès, nous prions de nouveau ceux de nos amis politiques qui ne l'auraient pas encore fait de nous envoyer sans retard les listes des personnes auxquelles ils désiraient faire servir LA PATRIE, au prix de propagande de

CINQ FRANCS

seulement par abonnement jusqu'à la fin de la période électorale.

C'est un dernier appel que nous adressons aussi à tous les conservateurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

PARIS, 16 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Des instructions ministérielles adressées aux préfets, et qui partent par le courrier de ce soir, leur demandent de faire connaître au ministre de l'intérieur, dans le délai de huit jours, les noms des fonctionnaires de leur département, qui se présentent comme candidats aux élections générales.

Contrairement aux habitudes précédentes, le ministre exige que tout fonctionnaire, dont le nom serait porté sur une liste électorale avec son acceptation, se démette immédiatement de ses fonctions.

Le ministre de l'intérieur se propose de faire une nouvelle conférence aux électeurs de son arrondissement dans le courant de la semaine prochaine.

Les journaux de Paris qui ont publié des articles violents contre l'Alsace-Lorraine, depuis le commencement du conflit hispano-allemand, sont régulièrement saisis à la frontière d'Alsace-Lorraine.

La nomination de M. Schnerb, mal accueillie dans Meurthe-et-Moselle, racontée encore une fois avec opposition dans la Loire inférieure.

Comme nous l'avons dit, M. Schnerb n'a plus qu'un an : c'est la disponibilité, s'il veut éviter la révocation déguisée sous cette formule : « appelé à d'autres fonctions ».

Un télégramme, adressé au ministre de la guerre par le général Billot, commandant en chef le premier corps d'armée, annonce que, malgré les mauvais temps, les manœuvres du premier corps se sont terminées le 14 au mont Saint-Eloi et le 15 à Rocquencourt.

La tenue des troupes à la revue a été très belle. L'état sanitaire est excellent.

Le général Billot est rentré à Lille.

Bayonne, 16 septembre.

M. Pradet-Balade, député républicain de Mauléon, est mort cette nuit, à Saint-Palais, d'une congestion pulmonaire.

Dijon, 16 septembre.

Une réunion de conservateurs se tenait hier à Pouilly-en-Montagne; des républicains qui se trouvaient à la porte de la salle ont crié : « Vive la République ! ». Les personnes assistant à la réunion ont voulu les éloigner ; il s'en est suivi une lutte.

La gendarmerie a dû intervenir pour rétablir l'ordre.

Le juge de paix a commencé une enquête.

Les événements d'Annem

Saigon, 15 septembre, 3 h. 50, soir.

Le Cambodge est pacifié.

A la suite des massacres qui ont eu lieu dans l'Annam, plusieurs milliers de chrétiens sont arrivés à Saigon.

EXTÉRIEUR

Madrid, 15 septembre, 11 h. 15, matin.

(Arrivée à 10 h. 30 du soir).

L'Imparcial croit que la note que le comte Benomar présentera dans la soirée au gouvernement allemand est accompagnée d'une seconde note qui donne l'explication des faits dont la légation d'Allema-

gne a été le théâtre; cette note donne satisfaction à l'Allemagne.

Les journaux croient que l'attitude prise par l'Angleterre au sujet de la question des Carolines répond au désir d'arriver à un modus vivendi commercial avec l'Espagne.

Madrid, 15 septembre, 10 h. 45, matin.

(Arrivée à 10 h. 10 du soir).

Les journaux assurent que l'Angleterre informera bientôt le cabinet de Madrid qu'elle fait cause commune avec l'Allemagne dans l'affaire des Carolines.

On croit que son but est d'obtenir la liberté commerciale dans les parages des Carolines.

Berlin, 16 septembre.

On assure que la note espagnole, arrivée lundi, se divise en deux parties.

La première se rapporte aux exences de l'Espagne, relativement à l'ontage fait à la légation allemande de Madrid et à la satisfaction qu'il convient de donner pour cet incident.

La seconde exposerait d'une façon détaillée les droits de l'Espagne sur les Carolines.

Le comte de Benomar n'aurait, jusqu'à présent, donné lecture au ministère des affaires étrangères, que de la première partie de la note.

Une traduction authentique devra d'abord être faite de la seconde partie.

Londres, 16 septembre.

Le Times annonce que le gouvernement anglais a fait savoir au cabinet de Madrid qu'il maintient sa protestation de 1875 contre les prétentions de l'Espagne à la souveraineté des Carolines, mais qu'il ne s'oppose pas à ce que la question du droit effectif de possession soit réglée par un arbitrage.

Berlin, 16 septembre.

Le ministre résident au Maroc, M. Testa, s'est rendu à Varzin.

INFORMATIONS

Plusieurs de nos confrères ont annoncé que le général Pittié, secrétaire général de la présidence, allait être prochainement nommé au commandement d'une des divisions de Paris.

La nouvelle est inexacte. Le général Pittié se réserve de plus hautes destinées : on assure qu'il ne quittera la présidence que pour être placé à la tête du 15^e corps d'armée à Marseille.

Ce commandement doit être vacant à la fin du mois de janvier prochain, par suite de l'expiration des pouvoirs du général de Colomb.

M. Gragnon, préfet de police, vient de modifier l'ordonnance du 15 novembre 1834, relative à l'inhumation des débris de cadavres provenant des amphithéâtres de dissection.

Désormais, ces débris pourront être inhumés dans l'appareil projeté au cimetière du Père-Lachaise, conformément à la délibération récemment prise par le conseil municipal de Paris.

Ajoutons que les partisans de la crémation ne s'arrêteront pas en si bon chemin.

Nous croyons pouvoir affirmer qu'aussitôt après l'installation de la nouvelle Chambre, un projet de loi sera déposé au sujet de la crémation facultative. On assure que le gouvernement n'est nullement opposé à ce projet.

Personne n'ignore les réels services rendus à la population parisienne par le laboratoire de chimie, institué à la préfecture de police.

Grâce aux nombreuses analyses faites soit d'office, soit sur la demande des particuliers, les fraudes et falsifications de denrées alimentaires ont diminué dans de singulières proportions.

Nous sommes heureux d'apprendre que plusieurs grandes villes de France ont demandé à l'administration parisienne des renseignements pour fonder des services analogues.

L'hygiène et la santé publique ne peuvent qu'y gagner.

AVIS AUX ÉLECTEURS

La concurrence étrangère

Le gouvernement actuel ne se borne pas à faire peser sur l'agriculture et sur l'industrie nationales des impositions vraiment exorbitantes, il favorise en outre chaque jour, par ses commandes et par ses achats, l'agriculture et l'industrie étrangères.

Tout récemment, une administration publique mettait en adjudication, sans un de nos principaux ports, des fournitures considérables de blé d'Amérique.

On connaît, d'autre part, les fâcheux procédés de l'administration des chemins de fer de l'Etat, qui trop souvent s'approprient en combustible et en matériel hors de France.

Ainsi, le gouvernement de la République et les pouvoirs officiels se servent, pour faire concurrence aux agriculteurs et aux industriels français, des ressources que leur procure le budget et de l'argent même des contribuables.

Les électeurs des campagnes et aussi ceux des villes feront bien de s'en souvenir au jour du scrutin.

Sait-on combien il a été vendu de moutons de provenance étrangère, sur le marché de la Villette, dans le cours d'une seule année ?

Onze cent vingt et un mille : savoir : 575,440 moutons venant d'Allemagne, 352,376 venant d'Autriche-Hongrie, 2,670

de Belgique, 700 d'Espagne, 248 de Hollande, 31,252 d'Italie, 155,875 de Russie et 2,550 de Suisse.

Que pensent de ces chiffres les députés républicains qui ont empêché l'établissement de droits compensateurs suffisants sur le bétail étranger ?

Et que pensent les cultivateurs de cette façon de protéger l'agriculture ?

MANOEUVRE ÉLECTORALE

Le Mémorial de la Loire nous apprend que depuis quelques semaines les opportunistes font répandre dans les campagnes, par l'intermédiaire des facteurs de la poste, des reçus ainsi rédigés :

A Messieurs les Membres républicains des Municipalités françaises, anciens ou actuels : Maires, Adjoints, Conseillers.

PROPAGANDE ÉLECTORALE

OFFICE DE PUBLICITÉ RÉPUBLICAINE

BON pour un exemplaire, envoyé franco par la poste, de notre publication de 16 pages in-quarto :

Pourquoi l'on doit voter pour la République

Reçu de soixante centimes

Payé par M. de la commune

Lyon, le 1885.

Le Directeur, GREPPO.

26, Rue Truchet, Lyon.

Le facteur se présente chez les conseillers municipaux qu'il croit capables de se laisser intimider, et leur dit :

« Voici un bulletin qu'on m'a chargé d'encaisser : c'est pour les élections. Il faut payer soixante centimes ; sinon, je serai obligé de vous signaler comme ayant refusé de payer. »

C'est donc là une tentative d'intimidation, en même temps qu'une petite spéculation opportuniste, pratiquée avec l'aide des agents des postes.

Le Mémorial de la Loire ajoute qu'il tient à la disposition du ministre des postes et télégraphes l'original du billet dont on vient de lire la copie.

DILEMME

Plusieurs journaux royalistes ont déclaré que le Manifeste adopté chez M. Lambert-Sainte-Croix était « un acte » : ils avaient raison.

C'est même un acte assez considérable, plus considérable que ne le pensent sans doute ceux qui y ont adhéré, car ils ne nous semblent pas distinguer bien nettement ce qui en fait l'importance.

Ils y voient l'affirmation du parti royaliste : nous y voyons, nous, la répudiation de l'ancienne doctrine monarchiste.

Selon cette doctrine, en effet, la royauté n'est qu'un moyen, et comme on l'a dit, sa « raison d'être », dans ce principe traditionnel dont M. le comte de Chambord avait défendu, avec un soin si jaloux, l'intégrité, dans le droit « inaliénable » de son titre héréditaire : le Parlement peut bien reconnaître et proclamer ce droit ; il ne saurait le créer.

Quand, il y a environ un an, M. Edouard Hervé commença à soutenir cette autre doctrine, toute différente, que « le pacte entre la monarchie et le pays ayant été déchiré par les événements, il fallait le refaire », le refaire « à coups de bulletins de vote » ; qu'aucun gouvernement ne peut se fonder si on ne prend pour base le suffrage universel, les journaux légitimistes protestèrent violemment contre une telle hérésie. Les uns la traitaient de « billesées » ; les autres de « cocasserie ».

La Gazette de France y dénonçait nettement « la négation radicale du principe monarchique ».

Le parti royaliste a cependant abjuré sa vieille foi pour épouser cette hérésie ; car le Manifeste, adopté par tous ses représentants de Paris et de la province, la consacre expressément.

Selon ce Manifeste, ce qui est « inaliénable », ce n'est plus le titre héréditaire de la monarchie, c'est le droit du pays de conférer un titre nouveau par la main de ses mandataires. Au Parlement il n'attribue pas seulement le pouvoir de proclamer la royauté, mais le pouvoir de la fonder, s'il lui plaît, comme de fonder la République ou l'Empire, s'il le préfère, puisqu'on réclame formellement pour lui la faculté de disposer « librement » de nos destinées.

Et devant cette reconnaissance de la souveraineté nationale, s'exerçant à deux degrés — procédure suspecte sur laquelle on connaît notre sentiment — nul royaliste n'a fait entendre de protestation sérieuse. La Gazette de France, contenant son amertume, se borne à critiquer la timidité de ce programme, la modestie des prétentions. La billesée, la cocasserie de l'année dernière est devenue le symbole officiel du parti royaliste, et M. Hervé triomphe sans rencontrer, pour ainsi dire, de contradicteurs.

Mais nous doutons que ce triomphe, acquis au dépens de la logique, soit bien profitable.

On ne voit guère, en effet, ce que devient, avec un tel programme, le principe monarchique, ni en quoi le régime fondé sur un vote parlementaire diffère de celui de juillet 1830 ?

On voit moins encore comment, sur une pareille base, on pourrait fonder ce pouvoir fort, indépendant, cette monar-

chie impériale que rêvent les néo-autoritaires du Gaulois ?

Qui peut le plus peut le moins, et le mandataire relève tout naturellement de son mandant : après avoir reconnu au Parlement le droit de créer la royauté, on ne saurait lui refuser le droit de la diriger. Le roi qui tiendrait de lui sa couronne resterait forcément soumis à sa volonté souveraine.

C'est bien ce que veut évidemment M. Lambert-Sainte-Croix et les royalistes dont il a formulé le programme.

Le Manifeste du Comité central impérialiste avait déclaré nettement la guerre au parlementarisme, à qui, plus encore qu'à la République, nous devons les honneurs et les misères du temps présent.

Le Manifeste royaliste s'est bien gardé de l'imier sur ce point. Il conteste seulement aux Chambres le droit (qui ne leur a jamais été reconnu, qu'elles n'oseraient revendiquer ouvertement) d'administrer. Du droit de gouverner, il ne dit rien, et pour cause. Ce serait de sa part un non-sens.

On le Parlement souverain et gouvernant sous le nom de la dynastie qu'il a couronnée, qu'il maintient sous sa tutelle ;

On le peuple souverain déléguant son autorité à la dynastie qu'il a choisie, ne pouvant l'exercer directement lui-même.

Tel est le dilemme.

Vouloir combiner ces deux termes contradictoires est une pure chimère.

LE DRAPEAU ROUGE A LYON

L'immonde drapeau rouge vient de faire une nouvelle apparition à Lyon.

Hier, le Cri du Peuple a publié la dépêche suivante de Lyon :

« Aujourd'hui ont eu lieu les obseques du citoyen Deloche père. Plus de cinq mille personnes ont suivi le corbillard. Plusieurs drapeaux rouges ont été déployés. Des discours révolutionnaires ont été prononcés sur la tombe. On s'est séparé aux cris de « vive la Commune ! »

« Bonne journée pour la Sociale ! »

Le ministre de l'intérieur vient de prescrire une enquête au sujet de cette affaire.

S'il est exact qu'une pareille manifestation se soit produite, les fonctionnaires qui l'auraient tolérée seraient punis.

D'où vient cette sévérité inattendue ? Il y a quelques mois à peine, le drapeau rouge était toléré dans certaines conditions, au grand scandale des honnêtes gens.

M. le ministre de l'intérieur cherche-t-il à rallier à sa candidature les électeurs honnêtes que son programme politique a éloignés ?

Tout est possible.

Dans tous les cas, voilà le fait constaté : depuis la loi de la République rouge, celle de 93 et de 1871, est prête à entrer en scène.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE. — Voici la liste des candidats conservateurs du département de la Seine :

MM. Caffa, député sortant; Bartholoni; Georges Berry; Maurice Binder; Denis Cochin; Desbats; Amédée Dufour; Camille Druart; Paul Lerolle; Marius Martin; Ferdinand Riant; co-seigneurs municipaux; général du Barail; Frédéric Barrot; Boudet, ancien magistrat; Carcenac, ancien maire; Chevreau (Henri); Paul Dalloz, directeur du Moniteur universel; Delafosse, député; Delapoupe, avocat; Ferdinand Duval; Froment; Gréard; grand industriel; Gillou, fabricant de papiers peints; Godelle, ancien député de la Seine; Paul Granier de Cassagnac, député; Haussmann; Edouard Hervé, directeur du Soleil; D'Herbelot, ancien magistrat; Keller, ancien député du Haut-Rhin; Lambert de Sainte-Croix, ancien sénateur; Henri Moreau, ancien maire de Vitry; Duc de Padoue; Raoul Duval, député; Duc de La Rochefoucauld-Bisaccia, député; Comte de Rougé, ancien officier; C. de Roussell, de l'Académie française; C. de Royer, ancien magistrat; Savouré, ancien maire; Vacherot, membre de l'Institut.

Cette liste a été dressée dans une pensée de protestation.

Affronter la lutte à Paris, dans les circonstances actuelles, est un acte de courage qui sera d'autant mieux apprécié, que l'on comprendra l'intérêt que présente aujourd'hui la concentration des forces conservatrices. Il s'agit pour les conservateurs de faire un effort en vue de se compter ; c'est le but poursuivi par les comités de droite qui ont concouru à la formation de cette liste.

EUROPE. — Nous lisons dans la Ligue :

« Il n'y a qu'une liste républicaine dans l'Europe, et c'est une liste en tête de laquelle s'étaient les noms des opportunistes Dovel, Papon, députés sortants (peut-être pour toujours) ! Il y aurait là que demi-mal, si ces messieurs, qui ont réuni un semblant de congrès pour composer une liste, avaient choisi des hommes que leur renom politique, les actes passés ou la valeur personnelle pussent désigner aux suffrages.

Il n'en est rien, ils n'ont choisi que des inconnus. Parmi les médiocrités oratoires qui composent la queue de la liste, figure entre autres M. Parisot. Ce candidat trouve plus commode et moins fatigant de donner lecture, à chacune des réunions où il se présente, d'un discours qu'il a fait imprimer à l'avance.

En vérité, il semble qu'on ait voulu assurer le succès de MM. le duc de Broglie et Raoul Duval.

C'est un succès sur lequel nous pouvons, en effet, absolument compter.

FINISTÈRE. — Nous avons raison d'affirmer que les élections du Finistère avaient eu constamment, dans ces dernières années, un caractère conservateur indéterminé, que les monarchistes de ce département n'oseraient jamais se présenter comme tels au collège électoral, et qu'ils n'étaient assurés du succès qu'à la condition d'avoir pour tête de liste le nom

de Mgr Freppel, le candidat de la défense religieuse et sociale.

Les monarchistes se sont, en effet, réunis à Landerneau, en assemblée plénière, pour arrêter définitivement la liste préparée par les comités régionaux. Il va sans dire que l'élément impérialiste, à qui l'on concédait primitivement trois sièges sur dix, s'y est vu infliger une exclusion si rigoureuse que les bonapartistes se demandent s'ils peuvent voter pour cette liste conservatrice, à supposer que pour le 4 octobre une liste d'union, dressée par les impérialistes influents, n'ait pas été formée. C'est, paraît-il, à M. de Chamilland qu'est dû ce beau résultat, qui compromet ni plus ni moins le triomphe des conservateurs de l'Ouest.

Le même Monsieur de Chamilland, dans cette réunion générale de Landerneau, a pris la parole pour exposer les diverses raisons qui militaient en faveur de l'exclusion de l'évêque d'Angers. Prétal, il se doit avant tout à son diocèse. Alsacien, il ne peut représenter utilement les intérêts de la région. Orateur, il n'a pu que protester éloquentement, mais toujours inutilement contre les passions antireligieuses de la majorité opportuniste. Politique, il n'a pas su garder les règles de la discipline parlementaire et, sur des questions fondamentales, s'est bruyamment séparé des droites. Pour ces motifs et d'autres encore, le délégué de Quimper conclut que ce nom ne pouvait à l'avenir figurer sur la liste monarchiste.

Un ecclésiastique, présent par hasard à cette réunion, répondit aussitôt que si Mgr Freppel était rayé, la liste monarchiste serait combattue, écartée par une autre liste qui serait immédiatement dressée, avec l'évêque d'Angers en tête.

M. de Chamilland et ses amis mesurèrent d'un coup d'oeil le danger. Livrés à eux-mêmes, les monarchistes échouaient, le clergé, les classes moyennes assuraient le succès de la contre-liste qui faisait naître la tactique de leur chef, M. de Chamilland. Ils se résignèrent donc à maintenir en tête de liste Mgr Freppel.

Cet incident est, à notre sens, caractéristique. Il démontre que le département n'est pas royaliste, unanimement royaliste, comme l'affirme le comité de Landerneau. Il démontre, au contraire, que les conservateurs, s'ils n'avaient à soutenir la candidature de Mgr Freppel et la liste à laquelle ce nom imprime un caractère de conservation, de défense générale, s'ils avaient à marquer leurs préférences politiques, se diviseraient. Il démontre enfin que les monarchistes ont compris que cette division serait leur ruine à peu près complète.

Dans ces conditions, pourquoi avoir rompu l'accord ? Et que doivent faire les bonapartistes ? Ne doivent-ils pas voter pour Mgr Freppel et payer les neuf autres noms choisis par le comité de Landerneau, s'ils ne parviennent pas à faire une liste, ce qui est désiré par un plus grand nombre d'électeurs que l'on ne suppose ?

VOSGES. — Le Mémorial des Vosges signale aux vengeances du ministre des cultes deux lettres écrites par des ecclésiastiques, et qui montrent l'ingérence du clergé dans les élections.

Comment se fait-il que ces lettres confidentielles aient été divulguées ? C'est une première question, que doit suivre cette autre interrogation : l'authenticité de la copie est-elle établie ?

Ces deux points éclaircis, nous n'hésitons pas à déclarer que rien de répréhensible ne peut être découvert dans ces deux documents.

Électeurs et éligibles, habiles par conséquent à faire partie d'un comité électoral, et même à le former, ces deux prêtres ont fait tous leurs efforts pour décider M. de Prunès à accepter la candidature, qui ne pouvait, paraît-il, être confiée à de meilleures mains. On est le délit ? Y a-t-il là trace de fraude, de pression illégitime ? Peut-on dire que cette action politique, absolument légale, et que les fonctionnaires républicains se permettent tous les jours, a été commise dans l'exercice du ministère ecclésiastique ?

Il faut pourtant que les opportunistes en prennent leur parti et sachent que le clergé attaqué doit se défendre en usant des moyens que la loi garantit à tout citoyen. Tant qu'ils n'établiront pas que le prêtre a fait de la politique proprement dite dans l'exercice de ses fonctions, ou à cette occasion, leurs plaintes ne sont que l'examen d'un esprit sérieux et impartial. Si le clergé était républicain, ils ne seraient pas si chatouilleux.

Ils laissent toute liberté, sous ce rapport, au curé Sauvet et à M. Loysen : voilà une preuve topique.

tir quelques moments après et rentrer tranquillement chez lui.

Il est facile alors de reconstituer le crime. Les assassins, qui se tenaient cachés dans la quatrième cour, auront suivi le malheureux et l'auront frappé avant qu'il ait eu le temps de les voir; puis, une fois le coup fait, ils l'ont promptement dévalisé et se sont enfuis. C'est à ce moment qu'ils se sont dissimulés dans le petit couloir, jusqu'à ce qu'ils pussent sortir de la maison sans être vus. Ce qui semblerait corroborer cette interprétation, ce sont des caillots de sang découverts à ce dernier endroit.

Il n'y a plus maintenant de doute à l'égard du mobile du crime. On a assassiné M. Marc-Vaillard pour le voler. Il avait touché dans la journée une somme assez importante, tant en or qu'en billets, et l'on n'a pas retrouvé un son chez lui.

Mais pour voler quelqu'un aussi rapidement, il faut être instruit de ses habitudes et l'approcher souvent. C'est là ce qui a motivé l'une des deux arrestations qui ont été opérées, et dont une seule a été maintenue. C'est celle d'un individu âgé de vingt-deux ans, grand et blond, nommé Joseph Coutin, palefrenier, arriéré petit cousin de la victime, qui a été pris avant-hier soir, à cinq heures, dans un garni de la rue Bisson, n° 6, à Belleville.

L'autre personne arrêtée a prouvé, par un alibi, sa parfaite innocence.

Joseph Coutin, interrogé hier, sur le théâtre même du crime, a nié énergiquement toute participation au meurtre, et il a donné l'emploi de son temps durant tout le soir de samedi. Ce Joseph Coutin, qui a été employé chez la victime, avait passé une heure avec M. Vaillard et l'avait quitté à six heures. Or, il affirme s'en être allé chez lui à pied, par le boulevard de Tracy, déclare qu'il a pris son logement, bien pour se faire conduire à son domicile. Bien mieux, Joseph Coutin a été trouvé possesseur d'une somme de vingt-sept francs, dont il a expliqué la provenance en disant que c'étaient des économies d'une année. Il était coiffé en outre d'une casquette neuve.

A quatre heures et demie, il a été confronté à la Morgue avec le cadavre de son parent, en présence de MM. Bouchez, Persac, Rouyer, Kuehn et Pierre, greffier de la Morgue.

Joseph Coutin a montré le plus grand calme et a persisté de la manière la plus énergique dans ses dénégations.

L'inculpé, vers cinq heures, était ramené au Dépôt.

Les charges les plus graves pèsent sur lui.

Les perquisitions ont amené la saisie de linges et d'un certain nombre de vêtements; mais il est impossible de retrouver le palefrenier et le chapeau qu'il portait le jour du crime, et l'emploi de son temps dans la soirée de samedi, tel qu'il l'a indiqué, a été reconnu absolument faux.

Le cocher, qui connaissait depuis assez longtemps l'inculpé, maintient absolument sa déclaration que, quelques instants après l'heure où le crime a été commis, il stationnait boulevard Sébastopol près la rue de Tracy—cette rue relie la rue Saint-Denis au boulevard et est située presque en face la porte du crime—et que Coutin s'est réfugié dans son fiacre, nu-lête, en lui disant :

« Viens à Belleville ! » et lui donnant l'adresse où il était arrêté.

Cette déposition est certainement très importante. M. Descouts, médecin-légiste, a été chargé d'examiner les vêtements des individus soupçonnés, afin de s'assurer s'ils ne portaient pas des traces de lutte ou de sang. A quatre heures, l'autopsie du corps de la victime a été pratiquée par le docteur Brouardel, dont les conclusions sont conformes à celles des docteurs qui ont procédé aux premières constatations.

Le permis d'inhumation du cadavre de la victime a été donné hier soir par le juge d'instruction. Le corps sera ramené aujourd'hui au domicile mortuaire, et les obsèques auront lieu demain jeudi, à quatre heures très précises. Un service religieux aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle. L'inhumation sera faite au Père-Lachaise.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

LA LAVANDE

Depuis plus d'un mois on voit vendre, dans toutes les rues de Paris, de petites boîtes d'une plante à tige un peu longue, à odeur forte, pénétrante et que l'on vous engage, ami lecteur, à acheter afin de mettre vos vêtements à l'abri de l'attaque des mites, des teignes et autres parasites qui vous font si souvent éprouver des déceptions amères lorsque vous voulez remettre des habits que vous aviez, quelques mois auparavant, serrés à peu près nœuds, et que vous trouvez maintenant transpercés par un nombre incalculable d'horribles petits trous.

Mais ce n'est pas à ce point de vue que nous devons étudier la lavande. Il s'agit de savoir quelles sont ses propriétés médicamenteuses et hygiéniques, et quels services elle peut nous rendre pour nous maintenir en bonne santé.

La lavande est une plante de la famille

des labiées. Son nom lui vient du mot latin *lavare*, laver parce que les anciens l'employaient pour parfumer l'eau de leur bain, ou encore parce qu'elle fournit une eau de senteur dont on se sert quand on se lave.

Elle croît naturellement sur les montagnes de Provence et du Languedoc, comme, du reste, la sauge et le romarin. On en distingue trois espèces, usitées en médecine : la *lavande officinale*, la *lavande spic* et la *lavande stœchas*.

Lavande officinale. — C'est la *lavandula vera*, *lavandula fœmelis*, *lavandula longifolia*. La tige est ligneuse à la base; ses feuilles sont étroites, linéaires, lancéolées; ses fleurs, bleues, petites forment de jolis petits bouquets fleuris de juin à septembre; elle atteint de cinquante centimètres à un mètre de hauteur.

On la trouve surtout dans le midi de la France, en Italie, en Suisse, en Espagne, et on la cultive en grand, en Angleterre, pour la préparation de l'essence que l'on retire des sommités fleuries, cueillies avant le complet épanouissement de la fleur.

Cette espèce de lavande possède tous les principes aromatiques et amers des labiées; elle est donc à la fois stimulante, antispasmodique et tonique. Toutes ses propriétés sont incontestables, à tel point que la lavande, prise à dose exagérée, a pu produire des accidents. Estimée pour cette raison qu'elle est moins employée à l'intérieur que la camomille et la sauge? Peut-être.

Mais il y en a encore une autre, c'est que son odeur forte, pénétrante, et sa saveur prononcée la font prendre difficilement, avec répugnance. Cependant, elle peut être utile dans un grand nombre de cas.

« Son action stimulante, dit A. Héraud, lui a valu, suivant les organes vers lesquels la stimulation est dirigée, les appellations de nervine, de céphalique, de stomacalique. Elle est nerveuse, en ce sens qu'elle peut agir sur les débilités, les atonies des nerfs, et surtout des nerfs encéphalo rachidiens; c'est surtout dans la paralysie des mouvements volontaires et des organes des sens que son action est utilisée; ainsi, la teinture est employée en gargarisme contre la paralysie de la langue, le bégayement; mélangée avec l'ammoniaque, en frictions, sur la région sourcilère, dans l'amaurose. Elle est céphalique, car par son odeur forte, aromatique, elle peut stimuler rapidement le cerveau, de là son emploi dans la céphalalgie, le vertige. Elle est stomacalique, car elle réveille l'atonie de l'estomac, facilite l'évacuation des gaz; de là son usage dans certaines dyspepsies flatulentes. Son action antispasmodique la fait employer dans l'hystérie, les spasmes, les vapeurs. Comme tonique amer, elle peut remplir plusieurs indications; c'est ainsi qu'on la prescrit dans les affections scorbutiques et chlorotiques, dans la leucorrhée, la gonorrhée, la bronchorrhée. On doit s'abstenir d'administrer les préparations de lavande toutes les fois qu'il y a de la chaleur à la peau, de la fièvre, une disposition aux congestions cérébrales, de l'inflammation de l'estomac. »

La poudre de lavande est sternutatoire. Son essence est utile contre la teigne, les poux. Elle rend des services, employée en frictions et mélangée avec de l'huile de camomille, dans les rhumatismes, les paralysies. **L'eau-de-vie de lavande** est un bon vulnéraire, et l'eau distillée, additionnée d'alcool, est excellente en lotions contre l'acné, la couperose. L'essence sert encore à composer des bains aromatiques très actifs.

La lavande entre dans la composition de l'eau vulnéraire, du baume tranquille, du baume nerval, du vinaigre des quatre voleurs, de l'eau de Cologne, etc., etc. Le vinaigre de lavande est destiné surtout aux usages de la toilette; c'est avant tout un cosmétique.

Quand on veut prendre une infusion de lavande, il faut employer de 4 à 8 grammes pour un litre d'eau. L'eau distillée doit être prise à dose de 30 à 100 grammes; la teinture alcoolique à la dose de 1 à 4 grammes en potion, et l'huile essentielle à celle de 5 à 10 gouttes en potion aussi.

Avec les sommités, on prépare des cataplasmes, des sachets révésifs que l'on applique avec avantage contre les engorgements atoniques; on fait des lotions, des coussins sur lesquels on fait coucher les enfants scorbutiques; on prépare des bains aromatiques, stimulants.

Lavande spic. — Cette espèce de lavande, *lavandula spica*, n'est probablement qu'une variété de la précédente. Sa tige est plus élevée. Elle sert à fabriquer l'essence de lavande, et particulièrement l'huile essentielle d'aspic. Cette huile a

géo de l'entretien de son autel et l'avait tenu au delà de ses propres espérances. Il faut dire qu'elle fut aidée dans cette tâche par la pléiade des fillettes du Bourg'd'hun, qu'elle amena si habilement peu à peu au culte de la Vierge, que bientôt, par un unanime accord, elles s'organisèrent en confrérie, et, d'un droit, la *démouelle du château*, ainsi qu'on appelait dans le pays la nièce de Mme Ledoyen, fut élue présidente.

Elle porta, dans ces pieuses fonctions, la dignité et le zèle qu'elles comportaient. Le curé du village, touché et reconnaissant du concours qu'il recevait ainsi de la jeune fille, la saluait gaiement du titre de *Mme Auvillat*, prérogative appartenant à sa cécile patronne.

Parmi les familles du Bourg'd'hun, qui se trouvaient dans une situation aisée et qui entretenaient des relations avec la veuve, il fallait mettre au premier rang la famille Mérié.

M. Mérié était le notaire du bourg d'Hun. Sa femme, quoique jeune encore, était privée, par suite d'une paralysie incurable, de l'usage de ses jambes. Leur fils Paul, âgé de vingt-sept ans, avait fait ses études pour être médecin et désirait se fixer à Rouen; mais ses parents furent d'avis que son déplacement n'aurait lieu qu'après son mariage, en attendant, il préférait à sa carrière auprès des malades de son village natal.

Marcelle avait alors dix-huit ans, le jeune homme la vit, elle lui plut, il demanda sa main et fut agréé.

A quelque temps de là, lorsque déjà la date du mariage avait été fixée, il survint un grave événement. Le père du jeune fiancé fut de mauvaises spéculations, se compromit non-seulement sa fortune, mais sa signature.

Vu les galimatias de Francis, Mme Ledoyen, d'abord, ne devait pas donner de dot à sa nièce. La catastrophe survenant

la fortune du notaire changea ses intentions. Elle savait que Marcelle aimait Paul, et elle décida de lui faire un cadeau merveilleux pour son mariage, cadeau équivalent à une dot.

L'objet en question était cette superbe armoire que l'on sait. Elle se composait de près de trois cents pièces, et était en argent massif.

Mon intention, avoua-t-elle au notaire qui se défendait contre une pareille largesse, a toujours été de réserver ce trésor pour la dot de Marcelle, surtout des que je me suis vu en face des dilapidations de mon prodigue, j'ai voulu rien moins que votre générosité pour m'y faire renoncer; mais du moment où vous ne pouvez plus doter votre fils, ce sera moi qui doterai ma nièce.

Frédéric, bien entendu, protesta. En vain Mme Ledoyen déclara que Marcelle aurait sa dot, si ce n'est pas pour battu et fit appel à la délicatesse de la jeune fille, profitant de la circonstance pour lui faire l'aveu des créances nouvelles qu'il avait contractées à l'insu de sa mère et qui mettaient cette fois son honneur en question.

Elle entra dans ses projets et, quelque douleur qu'elle en ressentit, elle se sacrifia et refusa non seulement les libéralités de sa tante, mais, afin de leur ôter tout prétexte, elle rendit à Paul sa parole.

Ce fut un coup d'autant plus terrible pour les Mérié, que cette décision leur enlevait l'unique planche de salut qui leur restait pour échapper à une banqueroute déhonorante.

une odeur plus forte et moins désagréable que celle de la lavande officinale; elle renferme presque le quart d'un stéroptène (camphre d'essence) semblable au camphre. On s'en sert contre la teigne, et en frictions contre les paralysies.

La lavande spic possède les mêmes propriétés que la lavande officinale, mais à un degré plus élevé.

Lavande stœchas. — Elle croît abondamment en Provence. C'est un excellent antispasmodique, et son infusion de fleurs est très utile contre les vomissements nerveux, les affections chroniques des voies respiratoires, l'asthme, le catarrhe muqueux, les engorgements pulmonaires, la dyspepsie, certaines gastralgies. Les sommités fleuries entrent dans le sirop d'acacia composé dont nous avons parlé dans une de nos précédentes Tablettes.

D. H. VIGOUROUX.

Démographie ou Statistique

DES NAISSANCES ET DÉCÈS DE LA VILLE DE PARIS DU 30 AOUT AU 5 SEPTEMBRE 1885.

Le service de statistique municipale a compté pendant la dernière semaine 1142 naissances, dont 590 du sexe masculin et 552 du sexe féminin.

Le chiffre des décès a considérablement baissé : 878 au lieu de 949. La diarrhée infantile a contribué à l'abaissement. Cette maladie, qui a été relativement rare cette année, parce qu'il n'a pas fait trop chaud, est entrée dans une phase de décroissance. Elle a causé 123 décès cette semaine, au lieu de 138 la semaine précédente, et au lieu de 150 dans les premières semaines d'août.

Les autres maladies ont fourni les décès suivants :

La fièvre typhoïde, 25 au lieu de 36; La petite vérole, 5 au lieu de 4; La rougeole, 9 au lieu de 14; La scarlatine, 6 au lieu de 4; Le croup, 16 au lieu de 15; La méningite, 29 au lieu de 26; La phthisie pulmonaire, 164 au lieu de 181; La bronchite aiguë, 14 au lieu de 15; La fluxion de poitrine, 75 au lieu de 50.

DEPARTEMENTS

Cher. — Un bien douloureux accident a signalé les manœuvres de la 1^{re} division. Les troupes opérant sur le territoire de la commune de Brécy, la 13^e d'infanterie tiraient des cartouches blanches sur le 85^e tombé en se pressant autour de lui, et on reconnaît, à la grande surprise de tous, que le malheureux venait de recevoir une balle en pleine poitrine!

Le projectile—comment a-t-il pu se trouver un feu de cartouche dans une cartouche à balle? — le projectile a atteint la poitrine un peu au-dessus du foie, a traversé le pignon gauche et labouré une partie du bras. Le coup a été tiré à 100 mètres environ.

Le malheureux réserviste — dont l'état inspire les plus vives inquiétudes—se nomme Simon Grégoire; il est originaire de Gouy, canton de Sancerre. On le dit marié et père de trois enfants.

Morbihan. — Un cultivateur de Port-Philippe, le sieur Le Floch, âgé de 53 ans, vient de mettre fin à ses jours d'une façon assez étrange. Il se pendit à une corde sur un rocher que la mer recouvre entièrement à chaque marée, et là, se coucha, attendant la mort. Les habitants des villages environnants vinrent le supplier de se retirer. Déjà la mer entourait les rochers et pas un bateau pour l'accoster.

Le sieur Le Floch, qui la réponse trouva froidement, bientôt, on le vit disparaître dans les vagues; le lendemain son cadavre était retrouvé sur la plage. Le Floch était poursuivi par des créanciers auxquels il ne pouvait donner satisfaction.

Puy-de-Dôme. — Avant-hier, vers cinq heures du soir, une tentative d'assassinat, suivie de suicide, a été commise à Lezoux, par le sieur Bonhomme, âgé de 82 ans, sur la personne de son gendre, Jean Delorme.

Le sieur Delorme avait affermé un jardin à son beau-père, et celui-ci, malgré le bail, voulait jouir de la récolte au détriment de son gendre, qui ne plait pas à la loi. Le sieur Bonhomme, trouvant légitime de profiter des fruits de sa terre, aussi, fit-il poser une serrure à la porte du jardin.

Joseph Bonhomme, furieux, brisa la serrure et procéda verbalement à la garde champêtre de la commune. Dès lors le vieillard ne se sentit plus en sécurité. Il acheta un pistolet, de la poudre et du plomb n° 4, et ayant chargé son arme, se mit à la poursuite de son gendre avec l'intention bien arrêtée de le tuer.

Il le rencontra et l'ajusta. Fort heureusement, le sieur Delorme, se jetant de côté et relevant le bras de son beau-père, le coup partit et le vieillard tomba.

Alors le sieur Bonhomme courut s'enfermer et se barricada dans sa maison. Ce n'est que le lendemain que la gendarmerie et le juge de paix, accompagnés d'un sergent, purent y pénétrer.

Le sieur Bonhomme était alors en présence d'un horrible spectacle.

Joseph Bonhomme gisait à terre, baignant dans une mare de sang. Le malheu-

reux s'était frappé à la gorge de deux coups de couteau.

LOIRET. — Dimanche, dans la soirée, deux gendarmes de Montesson, les sieurs Morizet et Jusseume, étaient en tournée sur la commune de Montbouy.

Vers six heures du soir, ils se trouvaient dans les bois de la Boullasse. Tout à coup, ils virent sur la lisière du bois et dans le fossé un braconnier à l'affût.

Les deux gendarmes se mirent à sa poursuite, chacun de leur côté. Morizet serrait de près ce braconnier, celui-ci entra dans le bois, croyant échapper à toute atteinte. Mais il se retrouva en face du gendarme Jusseume et à quelques mètres seulement de lui. Se voyant cerné, il fit demi-tour et tira en plein cœur sur l'infortuné gendarme qui tomba en prononçant ces mots : Hélas! il m'a tué.

Lorsque son camarade Morizet, qui se trouvait à une vingtaine de mètres de là, entendit la détonation, il accourut, mais il était déjà trop tard. Jusseume ne donnait plus signe de vie.

Morizet revint avertir les autorités de Montbouy en même temps que la brigade de Montesson.

Le parquet de Montargis, le capitaine de gendarmerie se sont transportés immédiatement sur les lieux du crime; le corps du malheureux gendarme a été ramené hier matin à la caserne.

Le meurtre du gendarme Jusseume âgé seulement de trente et un ans, plonge une veuve et deux enfants en bas-âge dans un véritable deuil.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, à l'Opéra, *L'Africaine*; rentrée de M. Lassalle.

Le plafond du foyer public, à la Comédie-Française, ne sera terminé que dimanche. Il faudra ensuite quatre jours pour enlever les échafaudages, remettre en place les statues et les meubles.

Mais, samedi de la semaine prochaine, les critiques d'art de la presse seront invitées, par cartes spéciales, à venir juger l'œuvre importante de M. Guillaume Dubufe fils.

M. Alexandre Hermann, le frère du fameux prestidigitateur Hermann, qui se fit une véritable réputation au théâtre des Nouveautés, va à son tour se faire connaître du public parisien, à partir du 1^{er} octobre.

M. Alexandre Hermann est engagé par M. Blumstein à l'Eden-Théâtre. Il doit y passer deux mois, et la direction de l'établissement de la rue Boudreau compte beaucoup sur lui ainsi que sur les Hanlon-Lees.

M. Paladilhe a entièrement terminé les trois premiers actes de *Patrie*, le grand opéra qui doit être monté après le *Cid*, à l'Académie de musique. A la fin de décembre, *Patrie* sera complètement achevé. L'ouvrage de MM. Sardou, Gallet et Paladilhe sera représenté dans le courant de l'année 1886.

M. Mons, un poète parisien et boulevardier, qui s'est expatrié pour aller en Amérique, s'occupe du sort des auteurs dramatiques français.

Dans une intéressante brochure, publiée à New-York et adressée à la Société de la rue Hippolyte-Lebas, il nous signale les abus de la législation américaine en ce qui concerne les droits de la propriété littéraire.

Comme remède, il offre aux auteurs : 1^o De vendre, moyennant un prix convenu, leurs manuscrits; 2^o De percevoir des droits d'auteur fixes sur chaque représentation d'un ouvrage joué en Amérique; 3^o De toucher tant pour cent sur les bénéfices de la pièce.

Le but est excellent, et la proposition, certes, est exquise. Etant admis que les auteurs français sont journellement dépossédés par des adaptations américaines, il y a, certes, avantage à suivre M. Mons dans la campagne qu'il entreprend.

Mais, hélas! il y a le revers de la médaille, fait remarquer notre confrère Besson.

Mons demande :

1^o Que les auteurs s'engagent à ne pas faire imprimer leurs pièces avant les trois ans qui suivent la première représentation; 2^o Que les auteurs, en vendant leurs pièces pour l'Amérique, ne les vendent jamais pour les États-Unis; 3^o Qu'ils abandonnent à M. Mons la moitié de leurs droits.

Ces trois conditions — ou du moins la première et la dernière — sont absolument inacceptables.

S'enlever le droit de faire imprimer ses pièces en prévision d'un bénéfice futur, et donner 50/50 pour ce bénéfice toujours fictif, voilà ce qui est beaucoup trop.

Il y a encore une question à bien étudier. C'est encore une question à bien étudier.

Le Concert Parisien continue à attirer le

tel qu'il ne reparaît pas chez lui et resta à errer autour de la demeure de sa fiancée. A un moment, même, il ne sut résister au désir de revoir les fenêtres de la chambre où il pensa qu'elle était occupée peut-être à prier Dieu pour lui, et escadala le parc à un endroit où il n'était séparé de la grande route que par un « saut de loup » dans son élan, il prit mal ses mesures, tomba et s'ensanglanta les mains à des instruments de jardinage qui se trouvaient à portée de sa main. La lune, qui l'éclairait en plein, permit à un paysan qui passait sur la route à cette heure tardive, de le reconnaître. Il erra toute la nuit comme une âme en peine.

Sa mère, inquiète de son absence, ne s'était pas couchée et l'attendait. Il rentra à l'aube, brisé, épuisé et désespéré. Comme il franchissait le seuil de son habitation, il lui parut apercevoir sur la route, dans le lointain, aux premiers lueurs de l'aube, l'ombre d'un homme, et il entendit distinctement le galop d'un cheval.

Ce bruit inusité attira son attention, mais, trop affligé pour s'en préoccuper longtemps, il n'y pensa bientôt plus.

Mme Mérié, elle aussi, avait entendu le bruit, et s'était demandé qui pouvait bien courir à pareille heure sur les grands chemins.

Elle interrogea son fils dès qu'il fut de retour; mais Paul, en proie à ses noires idées, ne voulut pas lui dire d'où il venait. Il se peut, d'ailleurs, qu'il lui en coûtât d'avouer sa promenade nocturne.

Quant à Paul, il se préoccupait moins des questions d'intérêt que de ses déceptions personnelles. Il aimait Marcelle et perdait presque la raison lorsqu'il lui venait à l'esprit qu'elle ne l'approuvait pas, qu'elle le repoussait, bien qu'il approuvât les motifs en raison desquels elle agissait.

La nuit qui suivit l'explication de rupture qu'il eut avec elle, son désespoir fut

public par son programme varié. En ce moment, on y joue avec grand succès la *Vieillesse*, la pièce de notre confrère Abraham Dreyfus, qui fut tant applaudie au Palais-Royal.

Mme Duparc continue à être toujours l'étoile appréciée et applaudie, et Mme Demay l'artiste aimée.

G. DORANTE.

Jumelles Fischer, les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la vue. — 7, rue de la Paix.

LIBRAIRIE

La Nouvelle Revue (livraison du 15 septembre 1885). — Sommaire :

Un paquet de lettres inédites de Stendhal (Henri Beyle), par M. F. Corradet. — Les vacances de Victor Hugo (Fin), par M. Frédéric Montargis. — Galerie paléontologique, par M. Stanislas Meunier. — Bersagliers et Chasseurs des Alpes, par M. Philippe Daryl. — Petite ville (première partie), par M. Harry Allis. — La famille Ouang-Ming-Tse, par M. G. Hug. — Simon, par M. A.-J. Boyer d'Agon. — Les livres, par M. Francis Sarcy. — Lettres sur la politique extérieure, par Mme Juliette Adam. — Chronique politique. — Bulletin bibliographique. — Chronique de l'éducation. — Revue financière.

C'est hier qu'a paru chez l'éditeur Leconte le cinquième volume, la *Grèce*, de M. Marius Fontane, dont nous avons donné tout récemment un extrait.

Ce tome, qui commence à la captivité des Juifs à Babylone et se termine à la mort de Léonidas, est l'œuvre d'un érudit, d'un historien et d'un philosophe de premier ordre.

Comme on a pu le voir par la belle page que nous avons citée, la forme est digne du fond. M. Fontane est un remarquable écrivain qui parle une langue très claire, très précise et très littéraire.

Ainsi se poursuit l'œuvre colossale entreprise par l'auteur de *l'Histoire universelle*, auquel le seul volume d'aujourd'hui devrait ouvrir toutes grandes les portes de l'Académie française.

Tous les lettrés voudront savourer la *Grèce*, qui contient des aperçus nouveaux et des tableaux admirables sur les races, les mœurs, la religion, les divinités et les arts de l'antique Grèce.

COMPAGNIE ROYALE DES CHEMINS DE FER PORTUGAIS

SOUSCRIPTION PUBLIQUE

à 76,791 Obligations 500 fr. 5 0/0

INTÉRÊT 5 %, REMBOURSEMENT A 500 FR.

Prix d'émission : 307 fr. 50 (Jouissance 1^{re} juillet 1885)

Payables : 50 fr. en souscrivant; 50 fr. à la répartition; 400 fr. du 16 au 30 novembre 1885 et 407 fr. 50 du 2 au 15 janvier 1886, soit déduction du coupon de janvier, soit net 300 fr. Faculté d'acompte à 5 0/0. L'obligation libérée à la répartition sera délivrée à 305 fr.

Le placement ressort à 5 0/0 environ

On souscrit : le Mardi 22 Septembre, et, dès à présent, par correspondance.

A Paris, au Crédit Industriel et Commercial, 72, rue de la Victoire, et par quartier.

A Lyon, à la Société Lyonnaise de Dépôts et de Comptes courants.

Les titres sont dès à présent admis à la cote officielle.

Avis

Les Grands Magasins du LOUVRE préparent pour Lundi 21 Septembre, une importante mise en vente de TAPIS français et étrangers, de CARPETTES, de RIDEAUX TOUT FAITS et de tous les articles concernant l'AMEUBLEMENT.

Seule l'infirme, habituée à de perpétuelles insomnies, n'avait rien changé à ses coutumes matinales. Etendue sur sa chaise longue, elle égrenait silencieusement les *ave* de son rosaire.

Tout à coup l'air retentit d'une longue clameur dont les échos vinrent troubler sa prière.

Il se fit dans la maison des allées et venues. Inquiète, elle sonna un domestique. Ce fut un des clercs de l'étude de son mari qui répondit à son appel.

Les cris, au reste, s'étaient rapprochés et toute une foule bruyante, précédée de deux gendarmes, se dirigeait vers sa demeure.

— Qu'est-ce qu'il y a? demanda-t-elle au jeune homme dont la tête apparut dans l'entrebâillement de la porte.

— On parle d'un meurtre.

— Dans le village?

— Oui, madame.

— Commis sur qui?

— Je ne sais si les racont

